

Le Groupe d'Action qui dénonce le Manque de Places pour personnes handicapées de grande dépendance

COMMUNIQUE DE PRESSE

A l'occasion du sit-in du 2 juin 2006 devant le siège du Parti Socialiste

Nous sommes des parents, proches et professionnels, représentants d'associations et de services destinés à la prise en charge des personnes lourdement handicapées. Nous avons entrepris de parler en leur nom et au nom des nombreuses familles qui, accaparées, parfois accablées par la prise en charge de leurs enfants, ne peuvent s'exprimer. Des drames se consomment dans le silence des maisons, à l'abri des regards extérieurs. Le handicap fait peur car personne n'est à l'abri d'un accident, aucune famille n'est à l'abri d'une erreur de la nature. Le handicap dérange car il représente une terrible différence, une différence contre laquelle on ne peut rien : on ne l'a pas choisie, on ne peut changer le cours de choses... Et plus le handicap est lourd et pénible, plus il est mis de côté, évacué, effacé.

A Bruxelles, comme en Wallonie, les structures adaptées pour personnes adultes lourdement handicapées font cruellement défaut. Cette situation est connue par les instances publiques depuis de nombreuses années déjà ! Notre mouvement se consacre, depuis octobre 2005, à une sensibilisation massive des médias et du monde politique à la grave problématique du manque de places. Des sit-in sont organisés une fois par mois devant les Cabinets des Ministres bruxellois, communautaires et fédéraux concernés de près ou de loin par la politique des personnes handicapées. Nous butons régulièrement sur la question du « saucissonnage » des institutions belges qui fait que la COCOF, compétente en matière de politique du handicap pour la partie francophone de Bruxelles, n'a pas reçu les moyens nécessaires pour assumer pleinement cette compétence.

Paradoxalement, comme les personnes lourdement handicapées demandent davantage d'encadrement et de formation, elles sont exclues des services. Et les familles qui ont le plus besoin d'être épaulées et soutenues sont, dans la pratique, laissées pour compte !

Face à ceux et celles qui nous disent ne pas avoir assez d'argent, nous répondons : **c'est une question de volonté politique et de choix de priorités !** Car nous vivons dans un pays riche qui peut décider, quand nécessaire, d'investissements importants dans un secteur donné. Faudra-t-il attendre un drame, un de plus dans ce pays, pour que les consciences s'éveillent ? Le handicap de grande dépendance est-il un thème suffisamment porteur que pour déplacer des foules et faire ainsi bouger le monde politique ? Nous ne souhaitons pas le vérifier. Nous aimerions voir mise en place une politique du handicap visant à éviter le recours, par manque d'alternative, à des solutions dramatiques...

Face à ceux et celles qui invoquent la « non responsabilité » car « ce n'est pas de leur compétence », nous répondons : **le handicap est l'affaire de tous !** Le jour où les familles ne pourront plus en assumer la charge, qu'advient-il de ces centaines d'adultes gravement dépendants ? Qui leur offrira un lieu de vie dans une société qui leur a permis de survivre mais qui n'a rien prévu pour leur permettre de vivre dignement ? N'est-ce pas le devoir d'une société civilisée de s'occuper de ses citoyens les plus faibles ?

C'est pour cette raison que nous entamons, ce 2 juin 2006, la sensibilisation des partis démocratiques francophones de Belgique, responsables des choix politiques de notre communauté. Après le parti socialiste en juin, ce sera le tour du cdH en juillet, puis d'Ecolo au mois d'août, ensuite du MR en septembre. Le sit-in anniversaire d'octobre sera destiné au Premier Ministre pour que lui non plus, ne puisse pas dire un jour qu'il ne savait pas !

A l'occasion de notre prochaine manifestation, nous aimerions faire nôtres les mots « solidarité », « fraternité » et « égalité » chers à nos mandataires socialistes.¹

Si « *La solidarité, au Parti socialiste, n'est pas un concept creux* » nous demandons à nos mandataires de faire acte de solidarité dans le sens le plus noble du terme. Car la solidarité envers un être lourdement handicapé ne comporte pas d'arrières pensées, d'intérêts cachés. Un adulte avec un handicap de grande dépendance n'aura pas de vie autonome, ne sera pas « productif » et représentera une charge financière pour la société pendant toute sa vie. Ce qu'il pourra rendre à la société sera son sourire, preuve de son bien-être. En assurer une prise en charge adéquate est un acte de SOLIDARITE totale et gratuite.

Nous n'aurions pas pu trouver de meilleurs mots pour décrire ce sentiment profond d'humanité qui nous envahit quand nous sommes confrontés à la souffrance et aux besoins d'un être humain dépourvu : « *La fraternité est ce sentiment qui nous porte à regarder l'ensemble des humains comme nos frères, quelle que soit leur origine sociale, culturelle ou géographique. Spontanément, nous considérons que nous avons des devoirs envers l'autre. Il peut nous être complètement inconnu, le simple fait qu'il existe implique à son égard une attitude positive et une capacité de l'accueillir.* » Comment expliquer alors l'immobilisme de nos mandataires face au handicap qui pourtant nous ramène à cette fraternité universelle ? Pourrait-on imaginer la survie de l'espèce humaine sans cette capacité d'accueil inconditionnel et de protection du plus faible qui s'est transmise avec nos gènes au fil du temps ?

Et enfin, si « *Nous travaillons en faveur d'un monde où les êtres doivent être considérés comme d'égale valeur, quels que soient leur origine, leur rôle social ou leur sexe* » nous nous attendons à ce que les personnes handicapées que nous chérissons et pour lesquelles nous nous battons au quotidien soient considérées comme des êtres humains à part entière, nos égaux, ayant le droit aux soins comme tout autre être humain. Si votre enfant souffrait d'une leucémie, on vous demanderait de construire un hôpital, d'engager du personnel et de prouver que l'hôpital est viable avant de pouvoir enfin lui octroyer le droit aux soins ? Aurait-il par ailleurs le temps d'attendre l'aboutissement d'une telle entreprise ?

Exclues par la force des choses du droit fondamental à faire entendre leur voix, les personnes handicapées de grande dépendance sont, dans notre pays, les plus fragiles parmi les plus démunies. Dans une société qui fait régulièrement preuve de solidarité envers les personnes fragilisées, quelle que soit leur origine et leur milieu social, nous n'arrivons pas à comprendre ni à nous expliquer les raisons de l'abandon des personnes handicapées de la part des pouvoirs publics.

Pour le GAMP
Cinzia Agoni
02 / 673 03 12
0475 / 94 18 90

¹ www.ps.be - rubrique « Les actions du PS » - « Les valeurs du PS »